

Maisons-Alfort, le 29 juin 2009

LA DIRECTRICE GENERALE

## AVIS

### **de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments relatif à la demande d'équivalence de la substance active clofentezine d'origine Makhteshim Agan**

Dans le cadre de la convention-cadre relative au transfert par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche à l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) des demandes antérieures à la date d'entrée en vigueur du décret n° 2006-1177 du 22 septembre 2006, l'Afssa a pris en compte un dossier, déposé initialement à la Direction Générale de l'Alimentation par Makhteshim Agan, d'une demande de changement de site d'approvisionnement pour la substance active clofentezine, pour laquelle l'avis de l'Afssa est requis.

***Après évaluation de la demande, réalisée par la Direction du végétal et de l'environnement avec l'accord d'un groupe d'experts du Comité d'experts spécialisé "Produits phytosanitaires : substances et préparations chimiques", l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments émet l'avis suivant.***

La clofentezine est une substance active existante inscrite<sup>1</sup> à l'annexe I de la directive 91/414/CEE<sup>2</sup> pour laquelle le Royaume Uni est l'Etat Membre Rapporteur.

Cette demande concerne un changement de site d'approvisionnement pour la substance active clofentezine.

Cette demande a été évaluée par l'Etat Membre Rapporteur et intégrée dans le rapport d'évaluation européen (Draft Assessment Report). Elle a fait l'objet d'une évaluation communautaire et a été jugée acceptable.

**L'Agence française de sécurité sanitaire des aliments émet un avis favorable à la demande d'équivalence n° 2007-2916 spe clofentezine présentée par Makhteshim Agan.**

**Pascale BRIAND**

**Mots-clés :** Spécifications, clofentezine, Makhteshim Agan, SSPE

<sup>1</sup> Directive 2008/69/CE de la Commission du 1er juillet 2008 modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil en vue d'y inscrire les substances actives clofentézine, dicamba, difénoconazole, diflubenzuron, imazaquine, lénacile, oxadiazon, piclorame et pyriproxyfène.

<sup>2</sup> Directive 91/414/CEE du Conseil du 15 juillet 1991, transposée en droit français par l'arrêté du 6 septembre 1994 portant application du décret 94/359 du 5 mai 1994 relatif au contrôle des produits phytopharmaceutiques.